



Le MNR sur le web : www.m-n-r.com

Face à la classe politique : convictions, objectifs

Le MNR garde le cap

Abstention massive ● Occultation des enjeux ● Rejet de la fausse droite ● Tassement du FN ● Zapping électoral ● Décomposition politique ● Aspiration au renouveau ● Le MNR en avant-garde **page 6**

Droite : recomposition ou chaos... p. 3

Européennes : confusion, rejet et sanction p. 4

Le MNR pour le renouveau p. 8

EDF : psychodrame chez les soviets p. 10

Quand le lobby gay devient petit-bourgeois p. 11

Une usine à gaz pour une Union non-européenne.... p. 12

Le bras d'honneur de l'imam au ministre p. 13

Globalia ou l'horreur mondialiste... p. 14



Édito

Les élections européennes sont décevantes. Elles le sont pour la France d'abord parce qu'elles révèlent le grand désarroi des Français qui

ne se reconnaissent plus dans la classe politique. Elles l'ont été aussi pour le MNR qui est loin d'avoir réalisé les scores qu'il mérite.

Pourtant, il faut conserver l'espoir car, derrière la grande confusion des européennes, se profilent les signes avant-coureurs d'un renouveau et d'une redistribution des cartes. Nous devons donc nous accrocher et persévérer.

Plus que jamais, il faut tenir et durer. Demain, quand les Français se seront lassés du zapping stérile auquel ils se livrent actuellement, ils chercheront à se tourner vers une force nouvelle. Alors, ils nous verront et nous reconnaîtront. Notre devoir est de préparer ce rendez-vous. Nous en avons la volonté et nous y parviendrons.

Bruno Mégret

Les conditions du renouveau politique

Tous à l'université d'été ! **page 7**

Toute l'actualité du mois à travers une sélection de communiqués de presse officiels du MNR

22 avril

■ Tchador : un pas en avant, deux pas en arrière



Avec le projet de circulaire sur le port du voile islamique à l'école, Yann Phelippeau, membre du bureau national du MNR, considère que le gouvernement annule purement et simplement la loi qu'il a fait voter. En rédigeant une circulaire de neuf pages qui rend l'application de la loi confuse et aléatoire, tout en faisant à nouveau porter

la responsabilité des décisions sur les chefs d'établissement, le gouvernement revient en arrière et crée une situation plus malsaine encore que celle d'il y a un an. En capitulant ainsi devant les islamistes après avoir fait semblant d'agir avec autorité, MM. Raffarin et Fillon vont encourager les provocations islamistes et conforter le processus d'islamisation. Avec l'UMP, c'est un pas en avant, deux pas en arrière.

23 avril

■ Défense : Sarkozy sur les pas des socialistes



Claude Jaffrès, membre du bureau national du MNR, déplore que M. Sarkozy s'en prenne à la Défense nationale pour combler les déficits. Alors que le budget des armées avait été considéré comme une priorité en début de mandature, les coupes opérées par le ministre de l'Économie remettent en cause l'effort amorcé de redressement. Ce faisant, le gouvernement adopte, sur ce

sujet comme sur bien d'autres, les mêmes méthodes détestables que celles utilisées naguère par les socialistes : on affiche une loi de programmation militaire acceptable et on refuse ensuite les crédits annuels pour la mettre en œuvre. Claude Jaffrès rappelle à M. Sarkozy que la Défense est essentielle à l'indépendance et à la puissance de la France et ne saurait en aucun cas constituer «une variable d'ajustement» budgétaire.

24 avril

■ Imam de Vénissieux : une expulsion qui ne règle rien



Jean-Yves Waquet, membre du bureau national du MNR, se félicite de l'expulsion de l'imam intégriste de Vénissieux. Il considère cependant que la mesure ponctuelle prise par le gouvernement est dérisoire face à l'ampleur du problème et ne répond pas à toutes les questions qui se posent. Comment se fait-il que cette décision ait été prise si tardivement alors que l'intéressé exerce ses activi-

tés depuis de très nombreuses années en France ? Comment expliquer que cette mesure soit exceptionnelle alors que c'est quotidiennement que la propagande islamiste se développe dans nos cités ? Est-on certain qu'à la suite des recours engagés devant les tribunaux par l'intéressé, M. Bouziane ne va pas revenir triomphalement en France dans quelques semaines ? Au-delà de son aspect positif, cette expulsion révèle surtout l'impuissance du gouvernement face à l'islamisme.

26 avril

■ Fusion Aventis-Sanofi : le MNR salue la création en France du troisième groupe pharmaceutique mondial



Claude Moreau, membre du bureau national du MNR, salue l'accord de fusion entre Aventis et Sanofi qui permet à la France et à l'Europe de disposer du troisième groupe pharmaceutique mondial. Il approuve la posi-

tion du gouvernement qui a encouragé cette stratégie et souhaite qu'elle soit étendue et amplifiée à l'échelle européenne pour développer la puissance de l'économie de notre continent et lutter ainsi contre les effets néfastes de la mondialisation et de la désindustrialisation qu'elle provoque.

29 avril

■ Europe : Chirac n'a rien à dire



Annick Martin, secrétaire générale du MNR, déplore que le président de la République ait organisé une conférence de presse solennelle et exceptionnelle pour ne répondre à aucune des vraies questions qui se posent à l'Europe. Au lieu d'évoquer la dépendance du continent à l'égard des États-Unis, le processus d'islamisation qui se développe sur son sol, les

effets de la mondialisation qu'il subit ou sa faiblesse militaire et son intégration à l'Otan, M. Chirac s'est contenté d'expliquer qu'il n'avait pas tranché le mode de ratification de la constitution et que, pour la Turquie, on verrait plus tard. Alors que l'Europe est à la croisée des chemins et que les Français vont élire leurs députés au Parlement européen, le chef de l'État n'a manifestement rien à dire aux Français sur la voie qu'elle doit emprunter.

18 mai

■ Plan Douste-Blazy : les mesures pédagogiques n'ont jamais constitué une réforme



Pour Philippe Milliau, membre du bureau national du MNR, le projet de M. Douste-Blazy concernant la santé consiste en un simple catalogue de mesures pédagogiques. Si chacune d'entre elles prise

isolément peut être considérée comme bénéfique, leur ensemble ne constitue pas une réforme et ne résoudra donc pas le problème du déficit de la Sécurité sociale. Une fois de plus, le gouvernement esquive les difficultés, repousse les échéances et transmet le fardeau à ceux qui le suivront.

21 mai

■ Dysfonctionnements de la justice : il faut établir des contre-pouvoirs face au gouvernement des juges



Pour Bertrand Robert, membre du bureau national du MNR, le lamentable cafouillage judiciaire du procès d'Outreau révèle l'existence de très graves dysfonctionnements au sein de la justice française. Il estime que ces erreurs monumentales constituent un problème majeur pour notre pays à l'heure où la justice est sollicitée dans tous les domaines et

vient, comme on l'a encore vu dans l'affaire de l'imam de Vénissieux, censurer tous les pouvoirs. Or, chacun le sait, les magistrats ne disposent pas toujours de la neutralité, de la formation ni des moyens nécessaires à l'exercice de leur fonction et, surtout, eux qui contrôlent toute la société ne sont soumis à aucun contrôle. Il est temps de réfléchir au moyen d'établir, face au gouvernement des juges, de nécessaires et légitimes contre-pouvoirs.

In memoriam

Nous avons eu la grande tristesse d'apprendre le décès subit de notre camarade Bernard CHAMOT, de Levallois (92). Né le 27 janvier 1925, Bernard CHAMOT était professeur de sciences physiques et militant de longue date de la cause nationale. Il avait choisi sans hésiter de suivre Bruno MÉGRET dans son entreprise de rénovation et de refondation, il était adhérent du MNR depuis les origines et il est resté fidèle dans les épreuves qu'a connues notre Mouvement. En dépit de son âge, Bernard CHAMOT participait régulièrement et activement à la vie du MNR. Que sa lucidité, son courage, sa ténacité et sa fidélité soient un exemple pour tous. Nous présentons à sa famille nos sincères condoléances.

Roger CUCULIÈRE,
au nom de la fédération des Hauts-de-Seine



N°37 - juillet 2004 - Directeur de la publication : Michel Colin
Périodicité : Mensuel - Rédaction : 15, rue de Cronstadt 75015 Paris
Date de la parution : juillet 2004 - Commission paritaire : n° 11309
Imprimeur : Roto Presse Numéris Livry-Gargan (93)

Pari manqué pour l'UMP, tassement du FN

Droite : recomposition ou chaos ?

Les élections régionales et européennes de 2004 ont été marquées par une crise de confiance des électeurs de droite vis-à-vis des formations les mieux installées dans le paysage politique. Les chiraquiens qui prétendaient construire un «parti unique de droite» ne laissant aucune place à d'autres formations entre la gauche et l'extrême-droite ont manqué leur pari et ont laissé se réinstaller l'UDF et Villiers. Quant au FN, les deux dernières élections montrent un tassement de ses résultats électoraux et son incapacité de plus en plus manifeste à constituer une alternative sérieuse. Or, une part importante des Français aspire à voir émerger en France une vraie droite. 2004 a peut-être donné les premiers signes d'une recomposition politique à venir dans laquelle le MNR pourrait avoir un rôle déterminant à jouer.

Au lendemain des élections présidentielles et législatives, Chirac, Juppé et Raffarin ont voulu imposer leur nouveau parti, l'UMP, comme parti unique de la droite et du centre en rêvant secrètement à une bipolarisation de la vie politique sur le modèle anglais ou américain. Et, pour conforter ce projet, les chiraquiens ont aussitôt réformé les modes de scrutin des deux seules élections qui se faisaient encore à la proportionnelle intégrale (les régionales et les européennes).

Les Français refusent la bipolarisation politique

Mais les Français n'ont pas voulu de ce schéma politique imposé. D'autant que, loin d'être un vaste rassemblement de toutes les tendances et sensibilités de droite, l'UMP s'est révélée être un parti centriste et politiquement correct.

Cette réalité s'est trouvée confirmée par l'action du gouvernement et les choix politiques qui ont été les siens. En deux ans, Raffarin n'a pas su mener une politique de droite et s'est montré incapable de rompre avec la gauche. Malgré quelques réformes mineures comme celle des retraites, rien n'a été fait pour assurer la renaissance de notre pays. Et dans certains domaines, la fausse droite a même fait pire que la gauche : création du Conseil français du culte musulman, suppression de la «double peine», etc. L'UMP, ce sont les idées de l'UDF avec les méthodes du RPR.

Le rejet massif de la fausse droite

Sans adhésion au programme du PS ni aucune illusion sur la capacité de ses dirigeants à résoudre les problèmes de leur pays, les Français ont donc voté à gauche pour sanctionner la droite molle. Et, après le succès éclatant de l'UMP au printemps 2002, son échec a été tout aussi cinglant deux ans plus tard.

Cette situation a permis à François Bayrou de se faire une place sur l'échiquier politique. Mais, contrairement à ce qui aurait dû se passer, elle n'a nullement profité au FN. En dépit d'une forte médiatisation et d'une notoriété acquise il y a plusieurs décennies, le FN n'a en rien bénéficié de cette situation et a plutôt régressé. Ce parti a cessé d'être attractif et se révèle lui aussi incapable de défendre les idées et les valeurs d'une vraie droite.

Le FN ne fait plus de politique

Plutôt que de mener une opposition politique résolue et intelligente stigmatisant les lacunes et les errances de l'UMP, le FN et Le Pen ont choisi de ne plus faire de politique. Ainsi, la campagne régionale a été orchestrée autour de l'agitation médiatique créée par le problème de la domiciliation de Le Pen en PACA (une façon pour lui de se faire passer pour un martyr alors même qu'il a délibérément jeté l'éponge pour éviter une contre-performance). Et il en est allé de même aux européennes, le FN, au lieu de débattre de la construction européenne,

a préféré consacrer sa campagne à ses querelles intestines.

Le zapping électoral observé aux régionales, ainsi que la très massive abstention aux européennes, montre qu'une frange importante de l'électorat ne se reconnaît plus dans les formations politiques les plus connues et les plus médiatisées.

Les premiers signes de la recomposition de la droite

Même si l'inertie et l'habitude conduisent beaucoup de Français à voter encore pour l'UMP ou pour le FN, il s'agit de voix données à contrecœur et sans espoir. Quant aux listes de Villiers, qui ont en partie profité de cette situation, elles obtiennent deux fois moins de voix que lors des deux précédentes élections européennes. Et surtout, Villiers ayant annoncé dès le 13 juin au soir qu'il soutenait la majorité (c'est-à-dire Chirac et Raffarin), celles et ceux qui lui avaient apporté leurs suffrages seront à nouveau déçus. Le processus d'éclatement de l'UMP est avancé, le sort du FN ne dépend plus que de la disparition politique ou physique de Le Pen. Autant de raisons pour le MNR de poursuivre son combat car il pourrait être, dans quelques mois ou quelques années, le moteur d'une recomposition à droite assurant dans la durée l'avenir d'une vraie droite, nationale et républicaine.

Nicolas Bay

Électorat déboussolé, crise politique confirmée

Élections européennes : confusion et sanction

Les élections européennes ont encore amplifié la crise politique. Les scores catastrophiques réalisés par l'UMP montrent que la majorité est rejetée. Mais ceux relativement médiocres obtenus par l'UDF, Villiers et Le Pen, révèlent qu'il n'existe pas pour autant de relève à droite. Quant à la relève à gauche, elle n'existe que par défaut. Les Français zappent, rejettent et sanctionnent. Il n'y a aucune perspective, aucun discours structurant. La confusion est à son comble.

Le résultat des élections européennes révèle le décalage considérable qui existe entre la politique et les Français. Avec un taux d'abstention qui approche les 60 %, nos compatriotes ont montré le peu d'intérêt que suscite chez eux la politique et même le rejet qu'elle leur inspire. Cette attitude est d'autant plus significative que le scrutin européen était porteur d'enjeux majeurs et aurait donc dû provoquer les passions.

Les enjeux occultés

Avec la perspective de l'entrée de la Turquie dans l'Europe et le passage de l'Union de quinze à vingt-cinq membres, se posait en effet la question fondamentale de la nature et de l'avenir de notre continent. L'Europe doit-elle être une simple étape du processus de mondialisation de la planète ou doit-elle s'affirmer comme une grande puissance capable de contrebalancer les États-Unis et demain la Chine ? Or, rien de tel n'a été évoqué pendant cette campagne. Il n'y a eu aucun débat clair, les enjeux ont été dilués et les questions de fond occultées. Le fait qu'il y ait eu plus de vingt listes par circonscription et que certaines d'entre elles fussent des plus fantaisistes, comme celle invitant les automobilistes à exprimer leur "ras le bol", est révélateur de la crise politique que nous traversons.

La seule thématique qui ait réussi à émerger du magma général est celle de l'Europe sociale avancée par les socialistes. Mais si

ce sujet est parvenu à exister, sans doute est-ce précisément parce qu'il ne correspondait à rien. Il ne constituait en effet pour les socialistes qu'un artifice leur permettant de mobiliser à leur profit les voix de protestation. Dans cette élection, la gauche qui, avec plus de 28 %, a réalisé le meilleur score, n'était porteuse d'aucun projet et n'a d'ailleurs rien proposé. Elle a simplement réussi, mieux que d'autres formations, à capter les voix de ceux qui voulaient manifester leur mécontentement.

Échec du pouvoir

De son côté, le score de l'UMP est emblématique du fiasco de la politique du pouvoir. Le parti du gouvernement qui avait été triomphalement élu en 2002 et qui dispose d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale a été incapable de réunir plus de 17 % des voix, c'est-à-dire moins de 7 % des électeurs inscrits. Pis encore, le score obtenu par l'UDF, qui, avec 12 %, atteint presque celui de l'UMP, met en évidence la profonde division de la droite et l'incapacité de M. Chirac et de ses amis à réaliser l'unité de leur camp.

Mais le cas de l'UDF illustre également l'incapacité de la classe politique à formuler un discours cohérent. Car l'UDF prétendait parler de l'Europe. Pourtant, son discours frôlait en permanence le canular car il consistait exclusivement à affirmer la nécessité de parler d'Europe sans jamais n'en rien dire concrètement. Un discours totalement vide qui n'a réussi à mobiliser

que parce que certains voulaient protester contre l'UMP sans pour autant voter pour la gauche.

Absence de relève

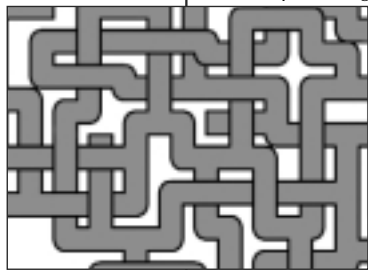
Le score obtenu de son côté par M. de Villiers, avec un peu plus de 6 % des voix, constitue par ailleurs un net recul du courant dit "souverainiste". Même en y ajoutant le 1,7 % réalisé par M. Pasqua, le score global demeure très inférieur aux quelque 13 % obtenus par la liste Pasqua-Villiers aux dernières européennes. Ce reflux indique très clairement que l'initiative souverainiste qui, avec la création du RPF il y a cinq ans, aurait pu déboucher sur un grand renouveau politique se solde hélas par un échec irréversible.

Quant aux résultats du FN, avec quelque 9 % ils se situent dans la fourchette basse des scores réalisés par ce parti aux élections européennes. Si le FN continue donc de se maintenir autour de la personne de Le Pen, il ne progresse plus et ne sert plus à rien.

Les scores catastrophiques de l'UMP, comme ceux relativement médiocres obtenus par l'UDF, Villiers et Le Pen, montrent bien que, si la majorité est rejetée, il n'existe pas pour autant de relève à droite. Quant à la relève à gauche, elle n'existe que par défaut car les socialistes, chacun le sait, ne recueillent plus de votes d'adhésion.

Les Français zappent, rejettent et sanctionnent. Il n'y a aucune perspective, aucun discours structurant et aucune relève crédible, ni à droite, ni à gauche. Il n'y a que le rejet de la politique par les Français. La confusion est à son comble.

Arnaud Bertin



Malgré les faibles résultats des listes MNR

Le MNR plus que jamais nécessaire

Noyé au milieu d'une vingtaine de listes et confronté à des électeurs qui voulaient avant tout sanctionner les partis, le message positif et original du MNR pour une Europe européenne, indépendante et puissante n'a pas été entendu. Un phénomène encore amplifié par des matériels de vote en nombre limité et en format réduit. Le MNR est en avance sur l'opinion alors que ses moyens financiers sont en retard sur ses ambitions. Une distorsion que nous supprimerons en continuant le combat.

Les scores décevants du MNR aux élections européennes résultent eux aussi de la confusion politique générale que révèle ce scrutin. À l'évidence, toutes les conditions avaient été réunies pour que ces élections ne provoquent aucun intérêt, ne suscitent aucun vrai débat, pour qu'elles ne mobilisent pas l'électorat sur des enjeux majeurs et provoquent donc une réaction de rejet des Français. Le MNR plus que d'autres a été victime de tous ces facteurs.

L'absence de débat

Ainsi le mode de scrutin lui-même était particulièrement pénalisant. Le découpage du territoire national en grandes circonscriptions super-régionales ne permettait pas que se développe une véritable campagne au niveau national. Mais il était tout aussi inadapté à l'organisation de débats régionaux comme cela avait été le cas pour l'élection des conseillers régionaux. Le MNR étant exclu de tout débat national par les médias n'a pas pu, comme pour les régionales, se rattraper sur les débats régionaux. Ajoutons à cela le nombre considérable de listes plus ou moins folkloriques qui s'est élevé à vingt-huit en région parisienne et qui a tourné autour de vingt dans chacune des grandes circonscriptions. Cette inflation des candidatures a naturellement contribué à diluer encore davantage le débat et à occulter encore plus nos candidatures. Le message du MNR, malgré le talent et les efforts de ses candidats et de ses militants, est resté relativement inaudible pour les électeurs.

Une volonté de rejet

Une autre difficulté vient du décalage qui existe entre notre démarche et l'ambiance

générale de la scène politique. Nous avons pris la décision de présenter cinq listes au scrutin européen afin d'assurer la présence du MNR et de faire connaître nos propositions sur l'Europe. Nous avons donc pour cela mené une campagne très positive pour une Europe européenne, indépendante et puissante. À la fois original et intéressant, notre discours nous a d'ailleurs valu beaucoup d'échos positifs. Mais nous avons été confrontés à une absence de débat et à une ambiance délétère de rejet général de la politique et des partis. Le MNR proposait et voulait construire, mais les électeurs voulaient quant à eux sanctionner, protester et rejeter.



Des matériels de vote insuffisants

S'ajoute à cela la contrainte de nos très faibles moyens financiers qui nous a amenés à choisir des matériels de vote en nombre limité et de format réduit. Contrairement à ce qu'on pouvait imaginer, ce dispositif a eu pour effet de minorer mécaniquement nos scores. Beaucoup de nos électeurs potentiels n'ont pas vu notre profession de foi dans les enveloppes et, plus grave encore, n'ont pas repéré nos bulletins sur les tables de vote. Lorsqu'on a pu comparer nos résultats obtenus dans des bureaux de vote classiques avec ceux réalisés là où le vote est électronique, on s'aperçoit que, toutes choses égales par ailleurs, notre score a été pénalisé dans un rapport de un à deux.

Le MNR en avance sur l'opinion

Nos scores médiocres ne doivent donc pas remettre en cause notre combat. Les raisons qui motivent notre engagement n'ont en effet pas disparu, bien au contraire. La crise issue des régionales s'est encore aggravée et personne dans la classe politique n'ouvre les voies du renouveau dont la France a besoin et que nous pouvons incarner. Le MNR est sans doute en avance sur l'opinion alors que ses moyens matériels sont en retard sur ses ambitions. Mais cette distorsion n'a rien de déshonorant et nous devons nous employer à tout faire pour la réduire dans les mois qui viennent. Nous constituons aujourd'hui une avant-garde, nous ouvrons une voie d'avenir, la seule capable d'œuvrer au renouveau de notre pays. ■

Réunion du bureau national

Le MNR maintient le cap

Au lendemain des élections européennes, le bureau national, réuni à Paris sous la présidence de Bruno Mégret, a décidé de maintenir le cap. Tirant les conclusions des derniers scrutins, il estime que les raisons fondamentales de notre engagement demeurent. Plusieurs décisions ont été prises. Compte rendu.

Le bureau national du MNR avait décidé de présenter cinq listes au scrutin européen afin d'assurer la présence du MNR et de faire connaître nos propositions sur l'Europe. Nous avons donc pour cela mené une campagne très positive pour une Europe européenne, indépendante et puissante. Même si notre message n'a que faiblement touché le grand public, nous avons néanmoins ancré notre discours sur la scène politique et auprès d'une frange éclairée de la population. Cette réalité nous a d'ailleurs valu des retours positifs. En termes d'image et de positionnement, nous avons donc continué d'avancer.

En phase avec les Français

Certes, les scores sont plus que modestes et les instances du MNR vont poursuivre leur réflexion pour les analyser et en tirer les enseignements tant au plan politique que pratique. Pour autant, le bureau national estime que rien de fondamental n'est venu remettre en cause notre stratégie et nos objectifs. Le MNR n'allait pas aux européennes pour faire un score, il doit donc poursuivre son action, quel que soit le score obtenu.

Notre combat n'a en effet nullement perdu sa raison d'être. Bien au contraire, le rejet que les Français expriment à l'égard des partis de la classe politique ne cesse de s'aggraver. L'UMP est maintenant contestée par l'UDF à l'extérieur et menacée d'éclatement à l'intérieur. Le FN, de son côté, se trouve à nouveau en proie à une crise majeure. Une réalité qui prouve que nos compatriotes aspirent à un changement et à un renouveau.

Le MNR est sans doute toujours dans une posture difficile mais, plus que jamais, il incarne le projet dont notre pays a besoin. Et ce n'est pas parce qu'il obtient aujourd'hui des scores modestes qu'il ne pourra pas demain réaliser une spectaculaire percée. En chimie, il arrive que l'on mette dans l'éprouvette les bons ingrédients dans les bonnes proportions et qu'il ne se passe rien : c'est qu'il manque encore le catalyseur. Il en va de même pour le MNR qui constitue la bonne réponse aux aspirations des Français mais auquel il manque l'événement déclencheur. Celui-ci surviendra inéluctablement et il est essentiel que ce jour-là notre mouvement soit présent.

Remerciements aux militants

Le MNR, son bureau national, ses militants et son président poursuivent donc leur action pour répondre demain aux exigences du renouveau qui suivront inévitablement la période actuelle de confusion. Tout doit dès lors être entrepris pour maintenir la vitalité de notre appareil. À cette fin, le bureau national a décidé de plusieurs initiatives. Des réunions de militants, d'adhérents et de sympathisants seront organisées d'ici au mois de septembre. L'université d'été du MNR se tiendra à Flavigny, en Bourgogne, les 27, 28 et 29 août prochains. Des séances de formation seront organisées dans les régions tout au long de l'automne. Des séances de réflexion seront menées sur les échéances à venir, notamment législatives et municipales. Enfin, une campagne d'adhésion et de réadhésion est lancée.

Le président et le bureau national remercient chacun de son dévouement à notre cause et expriment leur conviction que nos efforts ne resteront pas vains. Nous devons tenir et durer pour gagner demain au service de la France et des Français. ■

Réunions militantes dans les régions

À l'issue d'une année électorale particulièrement chargée, la période estivale qui s'ouvre sera l'occasion de tenir des réunions à la fois politiques et conviviales dans les régions et les départements. Organisées à l'initiative des secrétaires départementaux et régionaux, elles seront animées par un orateur national et permettront de faire le bilan des régionales et des européennes, ainsi que de tracer les perspectives du MNR. Outre ces réunions, repas militants et fêtes champêtres, le prochain grand rendez-vous du MNR sera bien sûr l'université d'été qui se tiendra fin août en Bourgogne.

Renforcement de l'appareil

Les prochaines échéances électorales ayant lieu en 2007, cela laisse du temps au MNR pour améliorer son organisation territoriale. Les campagnes menées lors des élections régionales et européennes ont permis de révéler de nouveaux talents et donc de nouveaux responsables potentiels. Certains départements un peu «endormis» ont ainsi pu être redynamisés et ce processus doit se poursuivre dans la durée. De nouvelles nominations auront lieu dans les mois qui viennent. L'objectif du MNR est de disposer d'ici à un an d'une fédération en ordre de marche dans chaque département.

Mise à jour du programme

Le programme du MNR «Pour que vive la France» a été édité en 2000. Si, dans ses grandes lignes, il reste bien sûr valable, il nécessite cependant un certain nombre de mises à jour, de précisions et de modifications mineures. La période non électorale qui s'ouvre est donc particulièrement propice à une réflexion de fond sur le projet politique du MNR. Tous les adhérents qui le souhaitent pourront être associés à cette réflexion et participer aux commissions thématiques qui seront mises en place à partir de septembre prochain (cette mise à jour sera initiée dès l'université d'été).

Université d'été 2004 : «les conditions du renouveau politique»

Flavigny (Bourgogne) 27, 28 et 29 août 2004

Ne manquez pas ce rendez-vous annuel du MNR ! Organisée autour de séances plénières, d'ateliers, de forums et de conférences, l'université d'été aura cette année pour thème «Les conditions du renouveau politique : le MNR, la France, l'Europe et la puissance» Dans une ambiance conviviale et chaleureuse et dans un cadre digne de la beauté de notre patrimoine, ce sera l'occasion pour les participants de tirer les enseignements des récents scrutins électoraux et de mener ensemble une réflexion politique de fond. Bruno Mégret clôturera l'université le dimanche 29 août par un discours d'analyse et de perspective politique. Inscrivez-vous dès aujourd'hui et faites venir vos amis, vous ne serez pas déçus !

La vie politique française est en pleine confusion. Nos compatriotes rejettent les partis en place et, avec eux, hélas, la politique en général. Pourtant, les menaces qui pèsent sur notre nation exigent plus que jamais un renouveau.

Lors de son université d'été à Flavigny, le MNR mènera donc une réflexion de fond sur les conditions nécessaires à ce renouveau. Quel doit être le rôle du politique ? Comment susciter à nouveau l'espoir chez

les Français ? Quelles méthodes utiliser pour réussir à réformer notre pays ? Comment donner de nouvelles perspectives à la nation française ? Comment articuler son avenir avec celui de l'Europe ? Quel nouveau modèle d'organisation planétaire proposer à l'échelle internationale ?

Toutes ces questions passionnantes mais aussi celles portant sur le MNR seront débattues à Flavigny les 27, 28 et 29 août

2004. Des séances plénières animées par des orateurs et des experts de talent, membres du MNR ou invités, alterneront avec des forums de discussion où chacun pourra faire part de ses préoccupations et de ses idées.

Cette université d'été sera particulièrement importante car elle donnera le coup d'envoi à un nouveau cycle d'action du MNR dans la perspective des échéances de 2007.



Accès :
- par TGV (gare de Montbard)
- par autoroute (A6, sortie n°23 «Saulieu»

Hébergement :
- sans moyen de locomotion, réservez à Montbard (21) (navettes et train)



BULLETIN D'INSCRIPTION

Découper et retourner à : MNR - 15 rue de Cronstadt - 75015 Paris

Nom..... Prénom

Adresse Ville

Téléphone E-mail

- Verse son inscription pédagogique : 60 €
- Participera au dîner du vendredi 27 août : 15 € Participera au déjeuner du samedi 28 août : 20 €
- Participera au banquet de clôture du dimanche 29 août à 13 h : 30 €
- Prend le forfait complet comprenant l'inscription pédagogique et les 3 repas : 120 €**

Chèques à libeller à l'ordre de «MNR»

Le programme détaillé, la liste des hébergements ainsi que des propositions d'excursion vous seront adressés à la réception de votre inscription accompagnée de son règlement. Le nombre de places étant limité, il est recommandé de s'inscrire avant le 31 juillet.

Le MNR : pourquoi et comment ?

Le MNR pour

Au moment où s'ouvre une période de trois années sans élection, le MNR doit recruter et se renforcer pour préparer les Français à proposer à tous ceux qui attendent un renouveau en politique. Pour préparer l'avenir, rappel sur ce qu'est le MNR.

Le mouvement dont la France a besoin

Un projet n

Contre l'Europe de Bruxelles

Pour une Europe européenne, indépendante et puissante

Le MNR est opposé à l'Europe de Bruxelles mondialiste et atlantiste qui veut intégrer la Turquie. En revanche, il est pour une Europe de type confédéral, fondée sur les valeurs de notre civilisation européenne de tradition chrétienne et donc limitée aux seuls pays européens. Opposé également à un repli frileux sur l'hexagone, il veut une Europe indépendante qui se libère de la tutelle américaine en sortant de l'Otan et en constituant une alliance militaire autonome. Il défend de surcroît une Europe puissante sur le plan économique qui mène dans tous les secteurs essentiels une grande stratégie industrielle pour l'emploi comme cela a été fait dans l'aéronautique avec Airbus ; une Europe puissante sur le plan monétaire qui fasse de l'euro une monnaie de change et de réserve capable de concurrencer le dollar et de servir l'économie européenne comme le dollar sert l'économie américaine ; une Europe puissante enfin dans le domaine scientifique en développant une grande politique de recherche européenne qui permette à l'Europe de redevenir un pôle d'excellence.

Contre l'idéologie socialiste

Pour des mesures sociales et populaires

Pour mettre fin à l'imposture de la gauche qui a entraîné les Français dans une impasse en développant une culture de l'assistanat particulièrement nuisible, le MNR propose de mener une nouvelle politique sociale et populaire fondée sur la dignité des salaires afin de permettre à chacun de vivre décemment des fruits de son travail. Pour protéger

Une réponse moderne aux enjeux majeurs

Le MNR a pour objectif d'assurer le renouveau de la nation en luttant contre les fléaux qui frappent les Français : chômage, délocalisations, islamisation, immigration, insécurité, excès fiscal, mondialisme, perte des repères moraux et baisse de la natalité. Il cherche à rassembler nos compatriotes dans le respect de nos institutions démocratiques et républicaines et dans le cadre d'une nouvelle Europe forte et indépendante. Il veut rendre le pouvoir au peuple, encourager l'initiative par la baisse de l'impôt, renouer avec les valeurs fondamentales de notre civilisation européenne de tradition chrétienne et combattre l'ultra-libéralisme mondial qui pénalise notre pays et nos travailleurs.

La vraie droite, sans laxisme ni extrémisme

Le MNR est un mouvement de vraie droite. Il a vocation à rassembler tous ceux qui sont déçus par les renoncements, les lâchetés et le double langage de l'UMP. Et aussi tous ceux qui adhèrent aux principales idées du FN mais refusent le passéisme, les outrances et les dérapages. Le MNR n'est pas un mouvement extrémiste et n'a rien à voir avec le centre. Il se fonde sur l'idée essentielle de nation ainsi que sur celle de république. Il défend les principes fondamentaux de souveraineté du peuple, de liberté et notamment de liberté de pensée et d'expression. Il est pour l'égalité des droits entre les citoyens, l'autorité de la loi ainsi que les vertus civiques.

Une démarche d'ouverture

Le MNR est un mouvement équilibré, qui refuse la stratégie du seul contre tous. Tout en s'opposant aux représentants actuels des institutions, il ne traite pas tous ceux qui ne sont pas avec lui comme s'ils étaient contre lui et n'a pas autour de lui que des ennemis ou des adversaires. Il considère que tous ceux qui s'opposent à l'idéologie socialo-mondialiste ont vocation à s'entendre. De même, il estime nécessaire que puissent se rassembler tous ceux qui s'inquiètent de la montée de l'islamisme en France et de l'intolérance, voire de la violence, qui se manifestent envers les chrétiens et les juifs de notre pays.

Une structure efficace

Le Mouvement national républicain (MNR) a été créé en 1999 autour de Bruno Mégret. C'est un mouvement organisé, représenté dans toutes les régions, qui propose aux Français un réseau de compétences et d'initiatives. Véritable élite civique, les membres du MNR s'engagent sans rechercher avantages ni prébendes avec pour seul objectif de défendre leurs convictions et d'œuvrer pour leur peuple et leur nation.

le renouveau

chances à venir. Comment y parvenir sinon en nous ressourçant dans nos valeurs, notre projet et notre identité et en les

ovateur et des convictions solides

l'emploi, il veut réguler les échanges internationaux et lutter contre le mondialisme d'inspiration socialiste qui frappe notre pays et provoque désindustrialisation, précarité et misère. Le MNR promet de rétablir une plus grande équité entre les catégories socio-professionnelles, de garantir les retraites et la sécurité sociale, en se fondant sur le principe de la responsabilité et du libre choix individuel.

Contre la fiscalité et les réglementations étouffantes

Pour les libertés et le dynamisme économique

A l'opposé des conceptions étatistes et fiscalistes, le MNR veut développer les libertés économiques en diminuant les dépenses publiques, en réduisant la bureaucratie et en baissant massivement les impôts. Il entend favoriser l'initiative de ceux qui créent, travaillent et innovent. Ainsi vaut-il mieux par exemple que les entreprises versent des salaires plus élevés à leurs employés plutôt que de payer à l'État des charges considérables, destinées à financer les prestations d'assistance que nécessitent des salaires insuffisants. De même, plutôt que d'imposer les 35 heures hebdomadaires à tous, il faut offrir un véritable choix à chacun. En accord avec leur entreprise, que ceux qui veulent travailler moins le fassent : ils gagneront moins. Et que ceux qui veulent travailler plus le puissent : ils gagneront plus.

Contre l'islamisation et l'immigration incontrôlée

Pour l'identité et la maîtrise des flux migratoires

Les dirigeants de notre pays ont laissé se développer une immigration massive sans oser la contrôler ni la maîtriser. Le résultat est aujourd'hui inquiétant : la plupart des immigrés ne s'assimilent plus au sein d'un corps national fort et

sûr de lui comme ce fut le cas dans le passé avec les Italiens ou les Espagnols par exemple. Un grand nombre d'entre eux ne s'intègrent même pas, car ils cherchent maintenant à installer sur notre sol leur mode de vie, leurs valeurs et leur religion, le confort matériel en plus. Le MNR veut s'opposer au phénomène



de communautarisation qui menace gravement la république, protéger la nation de l'islamisme et du terrorisme et expulser les immigrés délinquants et clandestins ainsi que tous ceux qui n'ont pas leur place sur notre sol. Dans cet esprit, le MNR est opposé au processus d'acquisition automatique de la nationalité française.

Contre la délinquance et le laxisme

Pour la sécurité et l'ordre républicain

Alors que l'insécurité et la violence se développent, le MNR veut rompre avec le laxisme pour rétablir l'ordre républicain. Il est partisan de la tolérance zéro à l'encontre des délinquants et des criminels et demande le retour à l'autorité de la loi qui doit s'imposer à tous et partout. Il faut que les honnêtes citoyens soient protégés et les voyous sévèrement sanctionnés, qu'on ne tolère aucun délit impuni et que les criminels les plus odieux encourrent la peine de mort. Avec le MNR, la sécurité sera rétablie, les bandes ethniques seront démantelées, les trafics d'armes et de drogue interrompus, la violence et le racket chassés des écoles.

Contre la destruction de nos repères moraux

Pour les valeurs traditionnelles et la famille

Devant la perte des repères qui désagrège notre société, le MNR veut promouvoir les valeurs de notre civilisation : le respect de la vie, la défense de la famille, les libertés, la fraternité, le sens de l'effort et de la création ainsi que le goût du travail. Il veut mettre à l'honneur les valeurs humanistes de notre pays comme la liberté d'opinion, la vraie démocratie et le respect des autres. Pour les familles françaises, auxquelles le MNR est particulièrement attaché, il faut revaloriser les allocations, encourager les naissances, aider les mères en difficulté et accorder des facilités à celles qui ont une activité professionnelle. Il est aussi urgent de lutter contre la crise scolaire en redonnant à l'école sa mission première de transmission du savoir.

Contre les atteintes à notre patrimoine naturel

Pour le développement durable

Le MNR veut retrouver l'une des vertus cardinales de notre civilisation : le sens de la mesure. Il refuse de soumettre la nature en la détruisant à la manière des barbares et veut que l'ordre naturel soit respecté. C'est donc pour défendre une véritable écologie que le MNR ne confond pas progrès social et consommation frénétique, bonheur humain et matérialisme, qualité et quantité. Il respecte l'héritage naturel et le patrimoine de civilisation que nous ont légués les générations précédentes et entend les défendre face aux pollutions de toutes sortes qui s'attaquent aux milieux naturels, à l'eau, à l'air ou aux sols, mais il veut aussi combattre la pollution visuelle. Pour la sécurité et l'harmonie de nos paysages, il propose par exemple de procéder à l'enfouissement des lignes EDF et Telecom. ■

BRÈVES

Adhésion de la Turquie : Chirac est toujours pour

Alors que plus de la moitié des électeurs se sont prononcés contre l'entrée de la Turquie dans l'Europe, M. Chirac vient d'appuyer à Bruxelles le processus d'ouverture des négociations d'adhésion. Le Conseil européen devra décider si Ankara satisfait aux critères concernant «les droits de l'homme, la démocratie et la protection des minorités». Savoir si la Turquie est ou non un pays européen n'est pas à l'ordre du jour. Les européennes n'ont servi à rien !

La fin de la souveraineté constitutionnelle française

Par une décision prise le 10 juin mais révélée le 15, après les européennes, le Conseil constitutionnel vient de consacrer la suprématie du droit européen sur le droit français. Une nouvelle d'autant plus surprenante qu'elle intervient sous la présidence de Pierre Mazeaud, qui s'était pourtant illustré par ses batailles contre Bruxelles. Le gouvernement serait donc bien avisé de ne plus signer n'importe quoi car le Conseil constitutionnel ne pourra plus s'opposer aux directives communautaires.

Immigration : la lucidité des Irlandais

80 % des Irlandais viennent d'approuver par référendum un changement de la Constitution permettant de restreindre le droit du sol et de ne plus accorder automatiquement la nationalité à tout enfant né dans l'île. Confrontés au phénomène récent de l'immigration sur leur sol, les Irlandais ont voulu réagir avant qu'il ne soit trop tard. Le droit de la filiation, une mesure d'avenir ?

AZF : la piste islamiste relancée ?

La police aurait reçu, la veille du drame, un appel anonyme signalant la présence à Toulouse d'un "spécialiste en explosifs" issu des milieux islamistes. Curieusement, cette information n'a été versée au dossier de l'instruction que le 10 juin dernier. Une anomalie de plus dans cette affaire, que le procureur n'avait pourtant pas hésité à qualifier dans les heures qui ont suivi l'explosion «d'accident industriel».

Réforme du statut d'EDF**EDF : psychodrame chez les soviets**

Depuis des mois, les communistes redoutent qu'EDF et GDF, leurs bastions historiques, ne finissent par leur échapper. Sous couvert de défendre le service public, la CGT et le PC protègent des revenus colossaux, produits du racket des usagers des deux entreprises publiques.

Cotisation au PC obligatoire pour tous !

Depuis presque soixante ans, le PC a mis la main sur EDF et rackette les usagers par l'intermédiaire de son comité d'entreprise. Le CCAS prélève en effet 1% du montant des ventes d'électricité et de gaz en France. Bastion de la CGT, il recueille ainsi quatre cents millions d'euros par an. Les plaintes abondent concernant sa gestion : contrats surfaturés, irrégularités lourdes, emplois fictifs, participation à la campagne présidentielle de Robert Hue en 2002... qui ont entraîné un rapport accablant du Parquet de Paris et une information judiciaire contre X en février dernier.

C'est dans ce contexte qu'en 1996, l'Europe a exigé que la France ouvre le marché de l'énergie à la concurrence et mette fin au monopole d'EDF. Après les grandes entreprises, toutes les sociétés pourront s'adresser à d'autres distributeurs dès le 1^{er} juillet. Les particuliers suivront en 2007. Pour faire face à cette situation nouvelle, pour se diversifier et devenir concurrentielle, l'EDF doit donc changer ses statuts et ouvrir son capital, ce qui a provoqué l'inquiétude de la CGT préoccupée de ne pas laisser échapper cette manne.

L'ouverture à la concurrence : une liberté de choix bienvenue

C'est pourquoi tout ce que la France compte de communistes s'est lancé dans la bataille. Avec l'aide de certains médias, une vaste campagne de désinformation a été organisée. Les arguments les plus grossiers ont été avancés pour faire peur aux utilisateurs. De «l'exception énergétique», à l'augmentation des prix, en passant par l'abandon des petits abonnés, tout y est passé. Frédéric Imbrecht, le responsable CGT de l'EDF, est même

venu expliquer que son entreprise était florissante et... bien gérée, oubliant ses vingt-quatre milliards d'euros de dettes, garantis par l'État.

Pourtant, l'électricité n'est pas plus exceptionnelle que le pétrole, l'eau, les médicaments, le téléphone ou l'armement. La concurrence n'a jamais fait monter les prix et, quant aux abonnés peu rentables, EDF conservant le monopole de la production et sa filiale RTE celui du transport d'électricité, on ne voit pas pourquoi ils seraient délaissés.

Enfin, avec une parfaite mauvaise foi, la CGT a entretenu la confusion entre le changement de statut de l'entreprise et celui de ses agents, certes très enviable, mais que personne ne remet en question.

Cinq cent mille passagers bloqués dans les gares le 7 juin dernier, coupures de courant sauvages et à la tête du client, etc., tous les moyens sont bons pour que perdure une réalité scandaleuse contre laquelle, malgré leur réforme, ni Raffarin ni Sarkozy n'ont osé s'élever.

Pour le MNR, la vraie bonne nouvelle concernant l'avenir d'EDF, ce sera de pouvoir échapper à cette contribution forcée aux organisations communistes.

Annick Martin

Quelques chiffres**EDF**

- Chiffre d'affaires : 45 Md €
- 110 000 agents en France
- Dette : 24 Md €
- Bénéfices : 857 M €

CCAS (Caisse centrale d'activités sociales)

- 3 700 employés (dont 1000 mis à disposition par EDF et GDF),
- reçoit 400 M € par an (soit 1% des ventes d'électricité et de gaz en France).

Mariage homosexuel

Quand le lobby gay devient petit-bourgeois

Avec le "mariage" homosexuel pratiqué par M. Mamère, les militants homosexuels poussent leur action jusqu'à revendiquer pour eux le mariage autrefois qualifié de "petit-bourgeois". Le signe que la contestation des valeurs arrive au bout de son chemin et que le moment est venu de réaffirmer quelques valeurs fortes. À condition que le gouvernement ignore les gesticulations de M. Mamère et des militants du lobby homosexuel...

L'initiative de M. Mamère de célébrer dans sa mairie de Bègles ce que certains journalistes complaisants ont appelé "le premier mariage homosexuel" est à l'évidence pour l'intéressé une opération de provocation facile, destinée à lui rapporter gros en termes de publicité et de médias. À ce titre, elle ne méritait pas qu'on y attache beaucoup d'importance, d'autant qu'il n'est pas certain que cette revendication soit aussi largement partagée qu'on le dit par ceux qu'elle concerne. Mais, au-delà de son aspect un peu canular, l'opération de M. Mamère pose plusieurs problèmes de fond.

Le MNR contre le mariage homosexuel

Elle renvoie d'abord à la question des valeurs dans notre société. Car il n'y a pas de vie sociale équilibrée et harmonieuse sans un corps de valeurs suffisamment stable et reconnu par tous. Et si, bien sûr, une certaine tolérance doit exister à l'égard de ceux qui les contestent ou les transgressent, encore faut-il que les valeurs emportent l'adhésion d'une majorité et que la contestation soit marginale. Lorsque, par le biais déformant des médias et par la faiblesse ou l'appétit de publicité des hommes publics, on donne l'impression que ce rapport est inversé, on crée dans la société une situation de trouble car plus aucun repère ne vient guider les hommes et structurer la société.

Sur la question du mariage, ne soyons donc pas ambiguës comme certains personnages publics et notamment comme M. Le Pen qui s'est déclaré favorable au mariage homosexuel. Le MNR y est, quant à lui,

clairement opposé et il condamne l'initiative subversive de M. Mamère qui bafoue le droit de la république et les fondements naturels de notre civilisation. À une époque où la natalité s'effondre et où la disparition des valeurs provoque de nombreux dérèglements sociaux, il est essentiel de conforter le mariage dans ses fondements traditionnels et de défendre sa vocation pre-



mière au service des enfants. S'il n'est pas question de juger de l'orientation sexuelle des personnes dès lors qu'elle concerne la vie privée d'adultes consentants, il importe cependant de rappeler que la famille, composée d'un homme et d'une femme, ainsi que des enfants qu'ils engendrent, a, de tout temps, constitué dans notre civilisation la cellule de base de la société.

Une contestation qui revendique ce qu'elle rejetait

Cette réaffirmation de nos valeurs est d'autant plus nécessaire que leur contestation est allée si loin qu'elle atteint maintenant le ridicule, sinon l'absurde. Comment ne pas s'interroger en effet sur la démarche du lobby homosexuel en faveur du mariage ?

On pouvait penser que les militants homosexuels pratiquaient, dans "la défense de leurs droits", une contestation globale des normes sociales autrefois qualifiées de petites-bourgeoises. Il est donc consternant de voir les opposants les plus déterminés à l'ordre traditionnel revendiquer pour eux une institution qu'ils n'ont cessé de contester.

Et quoi de plus étonnant que de voir ces couples homosexuels complaisamment médiatisés revendiquer une vie rangée faite de ces tâches ménagères qui constituaient naguère l'apanage de celles qu'ils appelaient "bobonnes". Ceux qui sortaient des sentiers battus, qui recherchaient des plaisirs plus secrets et qui contrairement à l'ordre social revendiquent maintenant le statut ordinaire des couples petits-bourgeois. La contestation est allée si loin qu'elle tourne en rond en revendiquant ce qu'elle contestait.

Sans doute est-ce là le signe que notre pays est arrivé au bout du chemin dans la mise en cause de ses valeurs. Celle-ci a été poussée si loin que ceux qui s'y livrent ne peuvent plus rien revendiquer sans tomber dans l'excès ou le ridicule. Sans les médias qui sont leurs relais privilégiés, il ne resterait sans doute plus que quelques militants en mal de cause dont les revendications ont toutes abouti et qui veulent exister en les poussant jusqu'à l'absurde. Il est dès lors essentiel d'ignorer ces initiatives, comme celle de M. Mamère qui n'est rien d'autre qu'une pitoyable manœuvre d'auto-promotion. Le gouvernement serait donc bien inspiré de ne donner aucune importance à cette agitation et surtout de ne lui donner aucune suite législative.

Florence Mazol

Constitution européenne

Une usine à gaz pour une Union non européenne

Le projet de constitution européenne, qui rassemble l'ensemble des traités accumulés au fil de cinquante années, ne change pas la nature des institutions européennes, lesquelles demeurent une usine à gaz. Pis, on n'y trouve rien sur l'identité de l'Europe et sur ses frontières. Rien non plus sur le principe de son indépendance et sur la nécessaire puissance de notre continent. Le MNR demande un référendum pour rejeter cette constitution.

La constitution européenne est de nouveau dans l'actualité et une fois de plus s'instaure à son sujet un faux débat mettant aux prises ceux qui se déclarent pour l'Europe et ceux qui s'y opposent. Pourtant, la question ne se pose pas en ces termes. Ainsi le MNR, qui est favorable à une Europe européenne indépendante et puissante, se déclare hostile à cette constitution parce que, précisément, elle ne permettra pas l'émergence d'une telle Europe.

Un projet antidémocratique

Soulignons d'abord que cette constitution n'est qu'une synthèse visant à rassembler en un texte unique l'ensemble des traités qui se sont accumulés en bientôt cinquante ans. L'exercice est brillant mais il ne change pas la nature des institutions européennes qui demeurent une usine à gaz. La complexité y est de règle et ce n'est pas un hasard si cette constitution comporte quatre parties et plus de cent-vingt articles. Dans cet esprit, le projet prévoit un mode de fonctionnement particulièrement centralisé et supranational visant à placer tous les États dans le même moule et à les contraindre à subir toutes les décisions, y compris celles auxquelles ils se seraient opposés.

De plus, ce texte ne se contente pas, comme devrait le faire une constitution, de définir les institutions et les principes de fonctionnement qui les régissent. Il va plus loin et fixe le contenu même des politiques qui doivent être menées. Ainsi précise-t-il

par exemple que l'Union œuvre pour le «développement durable fondé sur une croissance équilibrée», qu'elle «combat l'exclusion sociale et les discriminations», que, dans les relations avec le reste du monde, «elle contribue au commerce libre». Plus globalement, l'ensemble du texte assigne à l'Europe les objectifs stéréotypés du politiquement correct et de l'idéologie des droits de l'homme. Cette pratique est à l'évidence contraire à l'esprit même de la démocratie qui veut que la politique à suivre ne soit pas prédéterminée dans un texte intangible mais définie en permanence par les élus et ceux qui exercent les fonctions institutionnelles.

La référence au christianisme

Cette volonté normative est d'autant plus absurde que la constitution ne précise pas en revanche les principes fondateurs qui peuvent définir l'Europe. Il n'y a par exemple rien de précis sur l'identité de l'Europe et sur ses frontières. Rien dans ce texte ne limite l'Union au seul continent européen et rien ne la fonde sur notre commune civilisation. Ainsi le préambule qui parle pourtant de "l'identité des peuples d'Europe" ne définit nullement cette identité et n'intègre aucune référence au christianisme. Certains, comme Chirac, se déclarent hostiles à cette référence au nom du principe de laïcité. Mais cela n'a pas de sens. La notion de laïcité implique la séparation de l'Église et de l'État et il n'est pas question de remettre en cause cette nécessaire séparation qui constitue d'ailleurs l'un des principes de notre civili-

sation. Car la question est ailleurs et porte sur notre identité. Or, de ce point de vue, que l'on soit chrétien ou non, personne ne peut nier que l'identité européenne, qui trouve ses racines dans l'antiquité grecque et romaine, a été marquée par mille cinq cents ans de christianisme. Refuser de prendre en compte ces références et ces racines c'est refuser l'identité de l'Europe. C'est refuser de fonder l'Europe sur ce qui constitue l'héritage commun à tous les peuples européens.

L'Europe européenne indépendante et puissante

Et si rien n'est prévu pour limiter l'Union à l'Europe, rien n'est prévu non plus pour établir le principe de son indépendance et pour fixer parmi les objectifs à poursuivre la nécessaire puissance de notre continent. Deux conditions pourtant essentielles pour assurer l'équilibre de la planète et pour donner tout son sens à l'entreprise de construction européenne.

Certes, la constitution comporte quelques innovations positives comme celle concernant la présidence du Conseil européen qui cesserait de tourner tous les six mois pour être confiée pendant deux ans à une personnalité indépendante des chefs d'État et de gouvernement. Mais, sur l'essentiel, la constitution s'engage dans une mauvaise direction. Elle développe une structure bureaucratique qui empêchera l'Union d'être européenne, indépendante et puissante. Voilà pourquoi le MNR y est opposé et demande l'organisation d'un référendum sur sa ratification. Il faut en effet pouvoir rejeter cette constitution et mettre à profit la crise qui en résultera pour établir enfin les bases d'une Europe européenne indépendante et puissante.

François Constant



Expulsion de l'imam de Vénissieux

Le bras d'honneur de l'imam au ministre

Lorsque le ministre de l'Intérieur décide d'expulser l'imam de Vénissieux, M. Abdelkader Bouziane, pour avoir prôné la lapidation des femmes, il est dans son rôle de garant du droit et de défenseur de notre société. Mais la décision d'expulsion a été annulée et l'imam est revenu en France narguer M. de Villepin. Ce formidable camouflet révèle la faiblesse de l'État face au danger que représente l'islam.

Le 21 avril dernier, le ministre de l'Intérieur, M. Dominique de Villepin procédait à l'expulsion administrative de M. Abdelkader Bouziane, imam de Vénissieux, pour avoir donné une interview dans laquelle il prônait la lapidation des femmes. Peu de temps après, un juge du tribunal administratif annulait la décision du ministre et, le 20 mai dernier, soit exactement un mois après son expulsion, M. Abdelkader Bouziane rentrait triomphalement en France. Cette lamentable affaire est révélatrice des très graves menaces qui pèsent sur la société française.

L'impuissance de l'État

Elle met d'abord en évidence l'impuissance et même la déchéance de l'État. Car l'annulation de l'arrêté d'expulsion et la délivrance d'un visa, qui a permis à M. Bouziane de revenir en France narguer M. de Villepin quelques semaines après son départ, constituent un véritable camouflet. Que le ministre de l'Intérieur en charge de la sécurité publique n'ait plus le pouvoir de procéder à l'expulsion d'un étranger qui tient des propos totalement contraires à nos valeurs prouve la terrible faiblesse du pouvoir politique dans notre pays et pose de nombreuses questions.

En quoi par exemple un simple juge de tribunal administratif est-il plus légitime que le ministre de l'Intérieur pour apprécier l'opportunité d'une expulsion ? Si les juges disposent du pouvoir de sanctionner les décisions de toutes les institutions, autant dire qu'il n'y a plus d'autorité dans notre pays. Et il serait plus simple que les juges prennent d'emblée la place des ministres, des députés, des ingénieurs, des chefs d'entreprise et des médecins. Et que ce ne soient plus les politiques mais

les juges qui soient élus. Au moins les choses seraient claires et le gouvernement des juges ne serait plus une réalité sournoise mais officielle.

Le gouvernement des juges

Car il y a là un véritable problème pour la démocratie dans notre pays. La démocratie est fondée sur la séparation et l'équilibre des pouvoirs. Or, cet équilibre est aujourd'hui rompu par la prééminence du pouvoir judiciaire qui contrôle à l'évidence le pouvoir politique et tous les autres centres de responsabilité dans notre pays. Mais si les juges contrôlent tout le monde, qui contrôle les juges ?

L'affaire de l'imam de Vénissieux illustre également les problèmes majeurs que pose le développement de l'islam dans notre pays et montre à quel point ses principes sont contraires à ceux qui fondent notre civilisation. Si M. Bouziane a été expulsé par le ministre de l'Intérieur, c'est en effet parce qu'il avait déclaré publiquement qu'il était légitime de frapper son épouse et même de procéder à sa lapidation.

L'incompatibilité de l'islam

Les défenseurs de l'islam en France sont bien sûr venus à la rescousse de l'imam pour expliquer qu'il faisait une mauvaise interprétation du Coran. Il n'en demeure pas moins que la place de la femme dans la société islamique n'a rien à voir avec celle qui prévaut dans les sociétés européennes. Dans le monde européen, la femme a de tout temps joué un rôle important et la civilisation européenne, qui privilégie les personnes, a toujours accordé à la femme une position beaucoup plus importante que celle qu'elle occupe dans les autres civilisations.

Or, il ne s'agit pas d'une question théorique. L'imam de Vénissieux met en pratique cette conception inégalitaire et même dominatrice des rapports entre l'homme et la femme. N'est-il pas lui-même adepte de la polygamie et n'a-t-il pas seize enfants de plusieurs femmes ?

Il est temps de réagir

Aujourd'hui, les tenants du système tentent d'atténuer cette réalité et de laisser croire que nos institutions fonctionnent normalement. Il ne s'agit pourtant que d'une apparence. En effet, si l'imam étranger est bien poursuivi devant les tribunaux, la première personne mise en examen n'aura cependant pas été M. Bouziane mais le directeur français du journal qui a recueilli ses propos. De même, l'UMP annonce que la loi sur l'expulsion va être modifiée pour éviter que de telles situations se renouvellent. Mais qui peut croire que ces petites mesures vont régler les deux questions majeures ainsi posées ?

Va-t-on rétablir l'équilibre des pouvoirs dans notre pays et remettre la justice à sa place en limitant ses pouvoirs ? Va-t-on aussi prendre conscience du danger que fait peser le développement de l'islam dans notre pays ? On peut en douter lorsque l'on apprend que, pour répondre au camouflet qu'il a reçu, M. de Villepin a mis sur pied un comité d'experts chargés de faire des propositions pour... la formation des imams et que des crédits d'État sont d'ores et déjà prévus à cette fin.

La société française est aujourd'hui menacée dans ses fondements par la montée de l'islam et l'État qui devrait la protéger se trouve frappé d'impuissance. Il est temps de réagir.

François Thuillier

Ignominie

Timmermans au service du parquet de Marseille

Lors de la campagne présidentielle, Catherine Mégret avait adressé deux lettres à certains maires de France pour les inciter à parrainer la candidature présidentielle de son époux. À la suite d'une erreur administrative, ces courriers ont été imputés à tort sur le budget de la ville de Vitrolles. Quelques semaines plus tard, dès que cette erreur a été découverte, elle a immédiatement été corrigée et le trésorier de la campagne de Bruno Mégret a aussitôt remboursé la commune de Vitrolles.

S'il s'était agi d'un autre parti politique, l'affaire en serait restée là mais il s'agissait du MNR et le procureur de la république de Marseille a donc ouvert un an plus tard une instruction pour tentative de détournement de fonds publics. L'instruction a eu lieu et devait se clôturer au printemps de cette année en mettant Bruno Mégret totalement hors de cause.

C'est alors que MM. Fayard et Timmermans, animés par la haine et la rancœur, ont écrit au procureur et, bien que totalement étrangers à ce dossier, ont demandé à être entendus par le juge d'instruction pour témoigner à charge contre Bruno Mégret. Ils n'ont évidemment pu apporter aucun élément concret à l'appui de leurs calomnies, mais c'était trop beau pour le juge qui, sur la seule foi de leurs propos, a immédiatement mis Bruno Mégret en examen. La pire ignominie subie par le MNR depuis sa création !

Voyage au bout du politiquement correct

Globalia ou l'horreur mondialiste

Dans la veine d'Huxley et d'Orwell, Jean-Christophe Rufin nous convie à découvrir Globalia, une fédération de deux cent cinquante États appliquant jusqu'au bout tous les principes du politiquement correct. Fiction ou prophétie, il s'agit en tout cas d'un effrayant voyage au cœur d'une dictature mondialiste, pas si imaginaire que cela.

Fédération dont le drapeau ne compte pas moins de deux cent cinquante étoiles, Globalia se veut une démocratie à la fois parfaite et universelle. À l'abri d'une bulle de verre garantissant un climat tempéré, une foule bigarrée y coule une vie paisible et surtout longue : grâce aux progrès de la science, l'espérance de vie y atteint facilement deux siècles. Meilleur des mondes alors ? Pas précisément, car ce «rêve» universaliste s'est édifié sur la répression de toute liberté et de toute identité.

Guerre aux identités

«Je voulais décrire une démocratie poussée aux limites de ses dangers» a expliqué Jean-Christophe Rufin dans la postface de son livre. «La démocratie n'est pas une cause comme les autres», lui répond, comme en écho l'un des protagonistes du roman.

«Au contraire, elle suppose l'abandon strict de toutes les causes. Ceux qui vivent en Globalia flottent au gré de leurs vies personnelles. [...] Le grand génie des concepteurs de Globalia a été d'agir sur les mentalités [...]. La guerre doit être menée contre les identités, l'idée d'action collective, l'engagement.»

Et Jean-Christophe Rufin de brosse la redoutable satire d'une société dont les idéaux individualistes et névrotiques ressemblent bien entendu aux nôtres. En

Globalia, le «droit à une vie longue et pleine» figure dans la constitution et le mariage est bien sûr combattu car «dans un monde où attenter à la liberté d'autrui était le péché suprême, la limitation des possibilités d'un individu — que la notion de mariage contenait explicitement — n'était guère acceptable.»

Le passé nuisible

Ce n'est pas tout. En Globalia le passé est considéré comme un «immense réservoir d'idées nuisibles : tyrannies, conquêtes, colonisation, esclavages» qu'il convient de placer sous la garde d'un corps spécialisé. De même, le besoin de racines des citoyens est canalisé au moyen de «références culturelles standardisées». Enfin, lorsque des tensions ethniques apparaissent, les autorités forgent d'hilarantes «légendes de neutralisation», permettant de rapprocher deux communautés antagonistes au moyen, par exemple, de films mettant en scène «un couple mixte et son bonheur»... Reste une question : y serions-nous vraiment dépayés ?

Christophe Dessanti

Globalia
de Jean-Christophe Rufin
Éditions Gallimard, 2004
500 pages, 21 euros



PUBLICITÉ

Ingénierie financière et fiscale

Sur la base des lois fiscales existantes, nous intervenons uniquement sur votre revenu imposable. Nous constituons un capital ou un patrimoine dans un temps minimum de 6 ans à 9 ans à partir d'une construction financière.

CONCERNE TOUT FOYER FISCAL MOYEN SANS APPORT PERSONNEL DE VOTRE PART

Tél : 01 48 29 81 65 ou 06 75 51 00 23 - Fax : 01 48 29 81 65

**Bruno Mégret,
un homme
de conviction
et de courage**



Né en 1949, Bruno Mégret est polytechnicien, ingénieur des Ponts et Chaussées, élu et dirigeant politique national. Passionné par le débat des idées, il est l'auteur de nombreux ouvrages d'analyse politique et économique. D'abord engagé au RPR, il le quitte car ce parti n'a pas le courage de s'opposer véritablement à la gauche. Préoccupé de voir naître une force de droite crédible et constructive, il se tourne ensuite vers le FN et tente de le sortir de l'impasse stérile où il s'est engagé. Mais, devant les outrances et les provocations de Le Pen, il décide de rompre avec lui. C'est pourquoi, toujours fidèle à son projet et sans rechercher son confort personnel, il propose aujourd'hui avec le MNR de construire la vraie droite dont la France a besoin, sans laxisme ni extrémisme.

REJOIGNEZ-NOUS !

Coupon à renvoyer à :

MNR - 15 rue de Cronstadt - 75015 Paris

Nom..... Prénom

Adresse

Code postal Ville

Téléphone E-mail

Je souhaite recevoir une documentation gratuite sur le MNR, sans engagement de ma part.

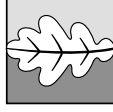
J'adhère au MNR et verse la somme de 40 euros (chèque à l'ordre de «MNR»)

**Pour
le renouveau
de la France**

MNR

LA RELÈVE À DROITE

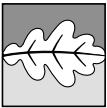
**Mouvement national républicain
avec Bruno Mégret**





Le mouvement dont la France a besoin

Un projet novateur et des convictions solides



Le MNR a pour emblème la feuille de chêne dans le drapeau tricolore. Le chêne est le symbole de l'attachement à nos racines et à la pérennité de notre pays.

Une réponse moderne aux enjeux majeurs

Le MNR a pour objectif de lutter contre le chômage, les délocalisations, l'islamisation, l'immigration, l'insécurité, les excès fiscaux, le mondialisme, la perte des repères moraux et la baisse de la natalité. Dans le respect de nos institutions démocratiques et républicaines et dans le cadre d'une nouvelle Europe indépendante et puissante, il veut rendre le pouvoir au peuple, encourager la création et l'initiative, renouer avec les valeurs fondamentales de notre civilisation européenne de tradition chrétienne et combattre l'ultra-libéralisme mondial qui pénalise nos travailleurs.



La vraie droite, sans laxisme ni extrémisme

Le MNR est un mouvement de vraie droite. Il a vocation à rassembler tous ceux qu'ont déçus les lâchetés et le double langage de l'UMP. Et aussi tous ceux qui refusent le passéisme, les outrances et les dérapages du FN. Le MNR n'est pas extrémiste et n'a rien à voir avec le centre. Il se fonde sur l'idée essentielle de nation ainsi que sur celle de république. Il défend les principes de souveraineté du peuple et les libertés individuelles.

Les priorités du MNR

- Retour à la sécurité
- Reflux de l'immigration
- Lutte pour l'emploi
- Baisse des impôts
- Promotion de la famille
- Priorité aux Européens
- Sauvegarde de l'école
- Développement durable
- L'Europe européenne, indépendante et puissante

Une structure efficace

Le MNR a été créé en 1999 autour de Bruno Mégret. C'est un mouvement organisé, qui propose aux Français un réseau de compétences et d'initiatives. Les membres du MNR forment une élite civique qui s'engage pour ses convictions, sans rechercher avantages ni prébendes.

Contre l'Europe de Bruxelles Pour une Europe européenne, indépendante et puissante

Le MNR est opposé à l'Europe de Bruxelles mondialiste et atlantiste qui veut intégrer la Turquie. Il est pour une Europe fondée sur les valeurs de notre civilisation européenne de tradition chrétienne, une Europe indépendante des États-Unis et une Europe puissante, sur le plan industriel, monétaire, militaire, démographique et scientifique.

Contre le mondialisme socialiste Pour des mesures sociales et populaires

Face au mondialisme d'inspiration socialiste qui frappe notre pays et provoque désindustrialisation, précarité et misère, le MNR veut réguler les échanges, combattre le chômage et défendre les retraités. Confronté au principe républicain de fraternité nationale, il entend donner la priorité aux citoyens français et européens.

Contre la fiscalité et les réglementations étouffantes Pour les libertés et le dynamisme économique

A l'opposé des conceptions étatistes et fiscalistes, le MNR veut développer les libertés économiques en diminuant les dépenses publiques, en réduisant la bureaucratie et en baissant massivement les impôts. Il entend favoriser l'esprit d'initiative de ceux qui créent, travaillent et innove.

Contre la délinquance et le laxisme Pour la sécurité et l'ordre républicain

Alors que l'insécurité et la violence se développent, le MNR veut rompre avec le laxisme pour rétablir l'ordre républicain. Il est partisan de la tolérance zéro à l'encontre des délinquants et des criminels et demande le retour à l'autorité de la loi qui doit s'imposer à tous et partout.

Contre l'islamisation et l'immigration incontrôlée Pour l'identité et la maîtrise des flux migratoires

Face à l'accélération des migrations internationales, le MNR veut réaffirmer le droit du peuple français à assurer la maîtrise de son destin et à préserver son identité, sa prospérité, sa sécurité et sa cohésion.

Contre la destruction de nos repères moraux Pour les valeurs traditionnelles et la famille

Devant la perte des repères qui désagrège notre société, le MNR veut promouvoir les valeurs qui fondent notre civilisation : le respect de la vie, la défense de la famille, les libertés, la fraternité, le sens de l'effort et le goût du travail. Il veut mettre à l'honneur les valeurs humanistes de notre pays comme la liberté d'opinion et le respect des autres.

Contre les atteintes à notre patrimoine naturel Pour le développement durable

Loin de chercher à soumettre la nature en la détruisant, le MNR veut que soient respectés l'ordre naturel et les lois de l'harmonie. Il ne confond pas progrès social et consommation frénétique, bonheur humain et matérialisme, qualité et quantité. Il respecte l'héritage naturel et le patrimoine de civilisation que nous ont légués les générations précédentes.

MNR : LA RELÈVE À DROITE